

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

VENDREDI
13

FÉVRIER
1976

N° 110
1,50 F

Belgique : 15 F
Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Rencontre Giscard-Schmidt sur la Côte d'Azur.

UNE COLLABORATION DANGEREUSE

La rencontre entre Giscard et Schmidt, accompagnés de leurs principaux ministres, qui a commencé hier à Nice et qui se poursuit aujourd'hui, s'inscrit dans le cadre des sommets qui se tiennent régulièrement tous les 6 mois entre les deux pays. Au cœur des discussions, la construction de l'Europe. Dans ce cadre là une série de problèmes devaient commencer à être examinées depuis hier.

• L'élection du parlement européen au suffrage universel. Cette décision prise lors du sommet des neuf à Rome, ne de-

vrait pas susciter trop de controverses entre les deux délégations. Simplement Giscard préfère que le sujet ne soit pas abordé trop publiquement compte tenu des contradictions importantes qui secouent sa «majorité» sur cette question : toute une frange de la fraction gaulliste de cette «majorité» y voit en effet, à juste titre, un pas vers l'attribution de nouvelles prérogatives à ce parlement, c'est à dire la possibilité pour qu'il puisse entre autres intervenir dans les orientations politiques de la France, pour les infléchir vers des positions

plus ouvertement pro-US.

• Le rapport Tindemans.

On sait que ce rapport, établi par le premier ministre belge sur l'état de l'Europe, prône pour accélérer sa construction, l'abandon de la règle de l'unanimité des neuf, pour lui substituer la règle de la «majorité»; il propose aussi la mise sur pied d'un pôle exécutif beaucoup plus indépendant qu'actuellement des gouvernements. Le gouvernement allemand avait fait connaître juste après la publication de ce rapport son accord avec, accord légèrement nuancé depuis. Le gouvernement français lui, n'a pas pris publiquement position, mais Tindemans a inévitablement suscité la réprobation d'une partie de la «majorité» giscardienne, la même qui fustige l'élection au suffrage universel du parlement européen. Visiblement, à la veille d'ouvertures de campagnes électorales, Giscard préfère étouffer ce débat et masquer les divisions de sa «majorité»; et, sans contrer les idées d'une Europe atlantiste, prônée par Tindemans, Giscard amorce un chemin moins voyant dans la construction européenne. La proposition giscardienne de mise sur pied, d'un directoire européen, rassemblant deux «grands» pays et un petit pays, directrice habilité à prendre certaines décisions politiques en dehors des réunions des neuf, peut paraître anodine. En fait, elle ne fait que tenter de pousser en avant la construction européenne, par des voies plus détournées que celles de Tindemans.

Voir page 5



Djibouti

Après la manifestation, le gouvernement appelle à l'union nationale

LES TROUPES D'OCCUPATION RESTENT



Voir page 8

IRLANDE FRANK STAGG EST MORT

Militant de l'Irish Republican Army (provisoire), il ne demandait qu'une chose : être emprisonné dans un lieu comme le camp de Long Kesh, au lieu de sa prison de Wakefield, en Angleterre. Il voulait, même dans un univers concentrationnaire, vivre sur le sol de sa patrie, l'Irlande, et non sur le territoire de l'occupant anglais. Plutôt que d'accéder à ce vœu, Wilson a préféré le laisser poursuivre sa grève de la faim jusqu'à la mort : Frank Stagg n'aura jamais revu son cher pays. Voici deux ans, Michael Gaughan, autre patriote irlandais, était déjà mort dans les mêmes conditions. Cet assassinat avait provoqué une vague de colère du peuple irlandais contre ses oppresseurs.

SOMMAIRE

- La grâce de Bruno vue par la presse parisienne -p.3-
- Solmer : comment renforcer la lutte ?
- Jussiaux et Julien libérés. Encore 3 emprisonnés.
- Des absents qui n'ont pas tort. -p.4-
- Sahara : la guerre de guérilla -p.8-



37e CONGRES CFDT

Lancé de fait lors du Conseil National de janvier de la CFDT et les attaques qui s'en suivirent contre les «gauchistes», mais aussi les travailleurs combattifs, les syndicalistes révolutionnaires, le débat préparant le Congrès Confédéral du mai 76 est ouvert. Mais, les partisans attirés du Bureau National se sont assurés une certaine marge de manœuvre, dans le déroulement même des discussions !

UNE «DÉMOCRATIE» EXPRESS ?

En effet, la démocratie syndicale va revêtir des aspects de marathon, puisqu'il va falloir que les syndicats aient bouclé (on devrait dire : bâclé !) la discussion pour le 26 février («le cachet de la poste faisant foi», comme disait plaisamment le dernier *Syndicalisme Hebdo*, le journal de la Confédération, en s'inspirant sans doute de la «démocratie» des jeux de Bellemare !).

Ainsi est-il grand temps d'examiner les textes du congrès (parus dans *Syndicalisme Hebdo*, n° 1584 et les orientations proposées...

Car à quelques jours de la clôture des dépôts d'amendements, certaines sections de la CFDT ou du SGEN-CFDT n'ont toujours pas pu débattre valablement des orientations confédérales et encore moins prendre en charge des contributions. A quoi cela tient-il ?

LA CIRCULATION DE L'INFORMATION DANS LA CFDT : UN FREIN A LA DÉMOCRATIE SYNDICALE !

Maire et Rollant pestaient récemment contre le «mauvais fonctionnement de l'information à l'intérieur de la Confédération» et accusaient une partie de la presse (mais pas l'«Unité» ou le «Nouvel Observateur», organes sociaux-démocrates, bénéficiaires quasi exclusifs des états

d'âme de Maire et sa petite équipe) de recueillir des «fuites» sur les débats internes...

Depuis «Nouvelles CFDT», le bulletin de liaison confidentiellement fourni aux responsables des Bureaux et Conseils de Fédérations et d'Unions Régionales et Départementales, a déversé son fiel sur «les groupes d'extrême-gauche» et avisé l'appareil cédétiste de «consignes de rigueur» :

«s'en tenir aux positions officielles et réserver toute prise de position d'organisme fédéré pour les instances statutaires», (d'où cette réponse, faite au «Quotidien du peuple» par la Fédération des Banques, à qui était proposé une interview sur les orientations du 37e Congrès Confédéral : «Non, parce qu'on vient d'avoir une délibération et comme on est en train de préparer justement le Congrès, il a été décidé, pour éviter des tas d'interprétations extérieures sur ce qui se passe dans la CFDT, de ne pas répondre à ce genre de demande pour l'instant» !)

«N'utilisez les locaux syndicaux que pour des réunions syndicales» (ce qui a été interprété par l'Union Départementale de la Seine, comme base de l'interdiction du meeting pour la défense des emprisonnés, tenu par les Unions Locales 8°-9° et 10°... en fin de compte dans les locaux prêtés par la CGT ! un comble !)

QUESTIONS SYNDICALES

OU VA LA CFDT ? I. LES CONDITIONS DU DEBAT

par Stéphane RAYNAL

● Un appel à un «contrôle» des options politiques des militants, parfaitement inadmissible... et visant particulièrement les animateurs des Unions de Base ou de Secteur (locales) opposés aux options du Bureau National.

Voilà qui va, sans nul doute, accélérer la circulation des idées et développer une large démocratie !

ECARTER LES OPPOSANTS AVANT LE CONGRÈS.

C'est le but que semble s'être assigné le Parti Socialiste, et ses diverses tendances (représentées dans les instances confédérales en bon nombre, puisque au seul niveau du Bureau National, on retrouvait déjà dans la liste des signataires de l'Appel pour les Assises du Socialisme Autogestionnaire de 74 : J. Chéréque (Métaux), J.M. Conraud (Union Lorraine), A. Detraz (secteur politique de la Commission Exécutive), J. Julliard (SGEN), E. Le Beller (PTT), P. Héritier (Union Rhône-Alpes), et 4 autres responsables confédéraux)...

● Déjà, le mode même de discussion, laissant aux seuls syndicats la maîtrise du dépôt des amendements, écarte les organismes de base, les plus au prise sur l'action et directement confrontés à la masse de travailleurs, les Sections Syndicales d'Entreprise.

Ainsi, toute une série de motions et amendements accusateurs pour la ligne de la direction confédérale sortante pourront prendre le chemin du panier («Les statuts, comprenez-vous, ne permettent pas de prendre en compte votre position ! diront ces messieurs...»).

● Pendant ce temps, l'épuration est commencée dans les structures interprofessionnelles de base !

Il est vrai que depuis quelques mois, les partisans les plus zélés du Programme Commun dans la CFDT, avaient monté toute une campagne contre les U.I.S. et U.I.B. («infestées de gauchistes», «structures vides», «non représentatives», ...)

Le PS dans la Sidérurgie Lorraine, G. Declercq dans les Pays de Loire, avaient de puis longtemps déversé leurs calomnies contre les instruments de lutte interprofessionnelle les plus proches des travailleurs. Aujourd'hui, l'U.D - CFDT «75» (encore elle !), s'attaque aux Comités de Chômeurs CFDT de la région parisienne et aux Unions Locales qui les soutiennent, parce qu'ils ne sont pas étroitement «dans la ligne» (confédérale !)...

Ainsi le «débat» se ramène à une marge étroite de «démocratie» tolérable par les réformistes aux abois. Certains permanents sociaux-démocrates qui s'accrochent aux Unions Départementales (pourtant «appelées à disparaître» dans les textes issus du 36ème Congrès), s'en réjouissent assez !



La bataille continue contre la main-mise du PS sur la CFDT continue.

La CFDT et les contradictions de la gauche

Le Congrès sera pour les différentes tendances social-démocrates l'occasion d'un sévère règlement de compte :

- Le PS a conquis depuis les Assises «Pour le Socialisme» des positions importantes dans l'appareil, par le ralliement de responsables et permanents en vue (Chéréque des Métaux, Billon des Cheminots, Vanlerenberghe

de l'Union des Cadres ou J. Kaspar des Mineurs...)

- Son «aile gauche», le CERES, a cherché à compenser par une présence accrue dans les instances CFDT la perte du «secteur entreprise» du PS (tenu aujourd'hui par d'anciens PSU, comme A. Rannou). Une sorte de «4e Composante des Assises du PS» s'est ainsi constituée, avec des anciens animateurs

de la Gauche syndicale, raliés au Programme Commun (P. Héritier de Rhône-Alpes, M.J. Laffond de la Santé...) et quelques responsables de Fédérations importantes comme les PTT ou la Construction-Bois...

Cristallisée au Conseil National d'octobre 75 autour de l'opposition «socialisation»/«étatisation», leur querelle recoupe désormais largement la dispute P«C»/PS et la question d'un ralliement plus ou moins étroit au Programme Commun (fut-il saupoudré d'«Autogestion») !

C'est un débat truqué auquel les syndicalistes qui veulent être conséquents, les révolutionnaires dans la CFDT ne peuvent s'astreindre lors de la préparation du 37e Congrès, en effet !

- Derrière la critique superficielle de l'URSS et le terme ambigu de «socialisation», se cache l'équipe réformiste dirigeante actuelle où s'unissent les gens du PS et leurs alliés (inspirés des conceptions de J. Julliard du Syndicat Général de l'Éducation Nationale)...

- Tandis que le CERES et ses proches servent de plus en plus de cheval de Troie du P«C»F dans la CFDT, en tentant de concilier au mieux «Autogestion» et «Programme Commun» dans un projet de Capitalisme d'État... «décentralisé» !

L'ENJEU DU CONGRÈS

Quel est l'enjeu du 37e Congrès pour les syndicalistes révolutionnaires ?

C'est ce que nous avons demandé à un responsable d'un des syndicats de la fédération CFDT des Services, lors d'une interview. Il devait, entre autres choses, nous déclarer :

«Il y a déjà eu des tentatives de constitution d'une gauche syndicale (...). Ça a avorté (...). Mais c'était intéressant du point de vue de la réflexion de l'organisation. Je pense qu'à l'occasion du 37e Congrès, on assistera à la constitution d'un courant de gauche syndicale assez important, axé sur une discussion de la démocratie ouvrière dans la lutte, des relations CGT-CFDT et ce que l'on entend par Union des Forces Populaires. Il y aura là une bataille importante (...). Ce n'est pas une tendance mais un courant de gauche syndicale, un courant révolutionnaire qui mènera une bataille d'amendements significatifs !»

Sur la base du bilan des luttes, de la nécessité de faire du syndicat l'arme de tous les travailleurs et de briser le débat parlementaire des sectes «autogestionnaires» qui prétendent encore monopoliser le Congrès, il va falloir poser clairement la question dans les Assemblées de syndiqués : «Où va la CFDT ?». Voie révolutionnaire ou confusion, conciliation avec le révisionnisme, voie bourgeoise «nouvelle» (tournant le dos aux aspirations de la grande masse des syndiqués). Il faut choisir !

TIRER LE BILAN DES ASSISES DU P.S

Dans la foulée des présidentielles de 74, le Parti Socialiste lançait l'idée d'une restructuration (à son profit !) du «courant autogestionnaire». Cela devait aboutir, après que certains dirigeants de la CFDT aient caressé le rêve d'un grand «Parti Socialiste Ouvrier de Masse», à la tenue d'Assises soi-disant «pour le socialisme» au terme desquelles certains allaient rejoindre le PS.

A la veille du 37e Congrès Confédéral CFDT, il est nécessaire d'entreprendre un bilan : depuis les Assises où en est la manœuvre du PS ? Qu'est devenue la Gauche Syndicale, qui lors des deux précédents congrès avait posé les problèmes d'un «syndicalisme de masse et de classe» ? Où en est la CFDT par rapport au Programme Commun ? Que sont devenus les syndica-

listes opposés à la main-mise du PS sur la CFDT et quelles perspectives l'opposition Syndicale Révolutionnaire existent aujourd'hui ?

Par des interviews de représentants de différents courants à l'intérieur de la CFDT, par vos témoignages, camarades des sections syndicales qui préparez le Congrès, nous tirerons ensemble ce bilan !

A la S.A.C.M. Mulhouse, Le PS prépare le Congrès !

Tandis que l'OS de Stoléro, H. Maigrat, ouvrier délégué CFDT de Peugeot continue à défrayer la chronique, Mulhouse continue d'être le théâtre de pratiques contraires à la démocratie, au sein de la CFDT.

A l'occasion des élections des délégués du Comité d'Entreprise de la SACM, un militant de la CFDT soutenu par un certain nombre de travailleurs s'était présenté et s'est vu refuser sa candidature.

Prétendant que le camarade disposerait d'un «mandat politique», ce qui est totalement faux : cet ouvrier CFDT n'est ni député ni conseiller général, ni maire (contrairement à plusieurs membres du Conseil de l'Union Départementale qui ont des postes dans les municipalités «centristes» !).

Ils espéraient abuser des travailleurs et entreprendre la confusion. Les vraies raisons sont en fait que ce travailleur fait partie d'un courant syndicaliste révolutionnaire qui tend à se développer à la SACM. Face au refus de la section CFDT, des pétitions ont circulé, appuyant la candidature du camarade et par là même dénonçant la violation des statuts de la CFDT. Cette pétition a été signée par plus de 100 travailleurs syndiqués CFDT !

Ce qui permit de convoquer une réunion dont le résultat fut que le lendemain une délégation se présenta à la section CFDT afin d'exiger des comptes. La délégation a constaté que le refus de la candidature du camarade a pour origine quelques éléments influents de la section qui appartiennent en grande majorité au PS. Cela confirme les décisions prises au Conseil National de la CFDT visant à mettre les militants CFDT sous la coupe du PS et d'écarter tous les éléments révolutionnaires (comme cela avait déjà été le cas à Orléans, il y a quelques jours) !

INFORMATIONS GENERALES

Contre le décret Veil

LES CRECHES EN LUTTE

Depuis le 22 janvier, les crèches des Hauts de Seine sont en mouvement. L'action gagne Paris même. Le personnel des crèches proteste contre la Circulaire Veil de «réplémentation du fonctionnement des crèches», au terme de laquelle :

- 50 % seulement du personnel sera qualifié,
- le contrôle médical ne sera plus obligatoire,
- les enfants malades seront acceptés (quelques soient les risques)
- le nombre des enfants inscrits pourra dépasser le nombre de place «pour tenir compte des absents»,
- les parents devront fournir un trousseau et payer au mois entier, même si l'enfant a été absent.

Sur Colombes, une réunion parents-personnel a tiré un premier bilan : la Direction Départementale des Affaires Sociales et le préfet font diversion, en accordant une prime de panier de 30 F par mois et la possibilité d'obtenir un volant d'heures supplémentaires rémunérées pour le personnel, tout en différant la sortie du décret d'application, afin de laisser retomber la colère des parents, outrés par les récentes arrestations de trois d'entre eux le 3 février dernier.

Nous avons interrogé des

parents d'enfants de crèches touchées par la grève dans le 18^e arrondissement de Paris.

— *Quelle est la situation des crèches dans votre quartier ?*

— «Pour plus de 200 000 habitants de l'arrondissement, il y a trois crèches (et une quatrième en construction). Là où sont nos gosses, c'est la plus vétuste, la plus ancienne : rue J. de Maistre, avec 40 places (dont six pour les nourrissons) seulement ! «De nos jours, sauf pour les filles-mères, il faut réserver deux ans à l'avance. Tu parles d'un planning, c'est révoltant !»

— *Et quels sont les moyens dont disposent les rares crèches existantes ?*

— «A J. de Maistre, c'est la pénurie : plus de savon, pas d'argent pour laver le linge ; la directrice rase les murs pour ne pas rencontrer les commerçants à qui la crèche doit de l'argent. Il faut dire que pour un an, il y a des budgets de 10 à 15 millions là où on devrait en dépenser 45 pour nos gosses ! Sans compter que les fournitures, c'est toujours ce qu'il y a de moins cher, de plus basse qualité ! Avec le décret du ministère, ça se dégrade sans cesse !»

— *Et quels sont les rapports*

entre parents et personnel dans le mouvement actuel ?

— «Il y a des réunions pour briser l'isolement, l'indifférence qui pourrait naître quand on sait qu'en fait on passe à la crèche que le temps d'habiller les gosses». «Quand on nous a annoncé la grève, dernièrement, il n'y a eu qu'une femme en tout et pour tout pour protester et ça n'a pas duré. Elle s'est retrouvée isolée car dans le milieu populaire où on est, les gens comprennent et, même, soutiennent. La dégradation, ça touche les puéricultrices, mais surtout nos gosses !»

recueilli par Stéphane RAYNAL



Encore une attaque contre les éducateurs

A Marseille, un foyer de rééducation pour mineurs vient d'être fermé, son directeur et tout le personnel renvoyés. Le 16 janvier, alors qu'elles n'avaient plus rien à manger, les pensionnaires s'étaient révoltés, saccageant une partie des locaux.

Il y a longtemps que l'administration voulait fermer l'établissement. Le banquier qui a sous sa coupe de nombreux foyers de ce type, avait supprimé tous les crédits depuis le mois de décembre.

Contrairement aux méthodes officielles de rééducation qui consistent à placer les jeunes chez un patron pour un salaire nul ou presque, les éducateurs suscitaient la discussion avec les filles, les conseillaient dans le choix de leur travail, etc... Le foyer ayant obtenu ainsi des résultats spectaculaires, et notamment la disparition des délits, l'exemple de cette pédagogie non répressive risquait de faire tâche d'huile dans la région.

Le recours à la fermeture et à la répression montre bien comment la bourgeoisie entend effectivement faire face à la délinquance.

Jean-François VITTE

LA GRACE DE BRUNO DANS LA PRESSE PARISIENNE

A lire la presse nationale du matin, on pouvait s'apercevoir que la grâce de Bruno T. était bien une opération destinée à maintenir le visage libéral giscardien, opération préparée depuis déjà un certain temps à la suite du rejet du pourvoi par la Cour de Cassation. Certains journaux font à l'occasion de longues digressions

s'indigne de l'indulgence avec laquelle se distribuent les remises de peine, pour conclure «la mesure de grâce montre à l'évidence que même si l'on souhaite actuellement une justice plus sévère, il n'est pas question de revenir à la loi du talion». Le «Figaro», qui prétend s'élever très haut dans le débat ne craint pas plus la

qu'apprécieront les milliers d'éducateurs qui se battent pour tenter de réparer dans ces centres les plaies d'une société pourrie, et qui bien souvent sont eux-mêmes réprimés lorsqu'ils refusent de collaborer avec la police, par exemple.

Le «Parisien Libéré» ne prend pas de gant, lui, pour lancer son habituel appel au meurtre : «Comment cette décision sera-t-elle accueillie dans le département de l'Oise où sévit, en particulier, une redoutable criminalité. Le tueur de l'ombre à qui l'on attribue huit meurtres de femmes échappe toujours à la justice». Quant au «Quotidien de Paris», s'il ne s'est pas laissé prendre à l'odieux petit jeu giscardien, il a l'art de trouver les contradictions, là où elles ne sont pas : «C'est la contradiction d'une société qui ne parvient pas à choisir entre deux colères : celle que lui inspire le crime du meurtrier et celle qui l'aurait conduite à se débarrasser de ce qu'elle a elle-même engendrée». La véritable contradiction est entre l'hypocrisie dont fait preuve la bourgeoisie à propos d'une délinquance qu'elle entretient, et la répression qu'elle utilise sans aucun gant contre tous ceux qui osent la contester. La véritable colère, elle est contre cette société qui engendre la délinquance.

Eric BRÉHAT



sur ce droit «égalien» (issu de la monarchie) dont dispose encore le président de la République, et éludent totalement le vrai problème : comment un jeune a pu parvenir à tant de cynisme, en quoi les vingt ans de prison qu'il va dorénavant purger y changeront quelque chose ?

«France-Soir» rappelle : «L'incontestable mouvement d'opinion qui réclame la répression la plus dure de tous les crimes de violence et qui

flatterie : «Dans l'état actuel des choses, la seule attitude concevable est d'accepter le verdict légitime et ultime du chef de l'Etat». N'aurait-il pas dit la même chose dans le cas d'une peine confirmée ? Quant à l'«Aurore», qui s'abstient de longs commentaires, c'est l'occasion de rendre l'éducation surveillée responsable du crime de Bruno : «Il avait 17 ans à peine et de mauvaises fréquentations rencontrées au centre d'éducation surveillée de Beauvais...» Une phrase

Grève au centre André Haim (Paris 17^e)

Le centre A. Haim à Paris 17^e, c'est une consultation médico-psychologique, et un hôpital de jour. Il s'occupe d'enfants. Il emploie 56 médecins, psychologues, psychanalistes, rééducateurs, assistantes sociales et secrétaires.

Depuis le 7, ils sont en grève totale. Ils refusent en effet le licenciement d'un médecin psychiatre, responsable technique du fonctionnement de l'hôpital de jour, entre autres pour «incitation au désordre institutionnel», et, les menaces contre des délégués, dès la nomination du chef de secteur.

Dans la conférence de presse qu'ils ont donnée hier, ils dénonçaient dans cette répression «la tentative de liquidation d'une équipe», l'insécurité de l'emploi qu'on veut continuer à leur faire subir (ils sont vacataires), et le peu de cas que font les autorités de tutelle des enfants dont le traitement en cours va être ainsi interrompu, puisque le centre va être fermé.

Ils exigent «la réintégration du docteur Moulin, et l'ouverture de négociations avec le conseil d'administration, en vue d'une organisation permettant au centre A. Haim de s'intégrer au secteur, tout en conservant son autonomie». Hier matin, ces revendications étaient jugées «irrecevables» par M. Rossi, représentant le syndicat d'employeurs.

«Le prix de la liberté à Courbevoie ? Dites un chiffre !»

C'est le titre d'un tract des adhérents de la Maison des Jeunes de Courbevoie, qui se voient réclamer 20 millions anciens, devant le tribunal d'instance, par le «Dictateur Maire» de la ville ! Depuis 1969, la municipalité réactionnaire a supprimé les subventions, pour essayer de l'étouffer. La MJC regroupait dès cette époque 1200 adhérents, les discussions y sont ouvertes à tous. Les adhérents continuent à venir, malgré la suppression de la subvention. En 71, le Maire résilie le bail, pour les faire partir en vain. Il exige alors la dissolution de l'Association, et intente un procès pour lui faire payer un loyer de 400 000 F par mois !

«Hier, le Maire démantelait les centres de loisirs, pourtant créés et contrôlés par lui. Aujourd'hui, il tente d'étrangler la MJC. A qui le tour demain... A Courbevoie, il faudrait cirer les bottes du Maire, lui fabriquer des électeurs... ou mourir !»

Un détenu fait la grève de la faim

Roland Agret, condamné en 73 à 15 ans de réclusion criminelle, fait la grève de la faim à la prison des Baumettes, à Marseille. Il a déjà tenté plusieurs fois de se suicider, et il proclame son innocence. Agret, a été condamné pour avoir été «l'instigateur» du meurtre de André Borrel, son ancien employeur. Il aurait soudoyé des hommes de main pour tuer Borrel, avec la femme duquel il s'était enfui. Mais, tout n'est pas clair dans cette affaire. Le comité pour la vérité créé autour du détenu parle en effet d'une lettre reçue d'un autre détenu qui prétend que Borrel était un chargé de mission du SAC, (officine fasciste) et qu'il aurait été liquidé. Affaire à suivre...

L'Union du Peuple de France en marche

C'est le PCF, qui, dans le cadre de la commission des libertés réunie par le Parlement vient de proposer une liste de personnalités à entendre pour enrichir le débat. Parmi elles, un nom connu : Gingembre, responsable de la confédération des petits et moyens patrons (CGPME).

C'est lui, il y a peu, qui publiait dans tous les journaux bourgeois un placard publicitaire pour se plaindre des agressions contre les patrons mal-aimés, en particulier des inculpations de patrons pour les accidents du travail. M. Gingembre, qui représente les couches avec lesquelles Marchais veut s'allier, va venir défendre la liberté d'exploiter les ouvriers sans se faire ennuyer par les juges.

Une liberté, en effet, qui est drôlement bafouée aujourd'hui ! On comprend dans ces conditions que les représentants PCF à la commission des libertés ne vont pas lever le poing le jour où Gingembre sera entendu. Parmi les personnalités proposées par le PCF, aucun ouvrier qui vienne parler de la liberté dans les entreprises. Un hasard ?

LUTTES OUVRIÈRES

En bref

chaussures à Fougères : la liquidation continue

Les 600 travailleurs de l'usine Réhault viennent d'être licenciés. C'est un pas de plus dans l'application du plan de liquidation de la chaussure à Fougères. D'autres vont bientôt suivre : Maunoire, Martin, Morel et Gatet... Au total, ce sont mille licenciements que veulent imposer les patrons de la chaussure appuyés par le gouvernement, portant ainsi à 2500 le nombre des chômeurs sur 7800 emplois.

Les travailleurs de chez Réhault se mobilisent pour la lutte dans leur usine. Aujourd'hui, ils reçoivent une délégation des tanneurs d'Annonay au cours d'une soirée avec film et débat.

Sotracomet : les leçons du PCF...

Après 100 jours d'occupation contre les licenciements, le PCF a enfin trouvé le chemin de l'usine ! Il faut dire qu'il y a de la neige dans la région. Le plus dur pour Noëlle Fontaine, désignée pour cette corvée, a sans doute été de se faire remballer par les travailleurs, alors qu'elle avait bravé les intempéries ! C'est sans doute ce qui explique sa rancœur, dans l'article qu'elle a sorti pour l'Humanité : «*l'anticommunisme et l'anticégétisme vont bon train...*». S'il est vrai que le PS tente de tirer les marrons du feu, il n'en reste pas moins vrai que ce qui gêne le PCF, ce n'est pas les tentatives de récupération de la lutte en général, mais le fait que le PCF ne puisse y participer ! Elle s'est quand même payé le luxe de donner des conseils sur la conduite de la lutte, comme si les grévistes avaient besoin de son aide pour se battre. Rembarée là aussi, elle a titré sentencieusement son article : «*Savoir lutter s'apprend aussi !*»

Par chance pour ces donneurs de leçon, l'Humanité n'est guère lue dans l'usine. Sans quoi, un tel article les aurait enfoncés encore plus !

Corr. Metz

«Nous allons nous attaquer à la Saviem...» dit la CFT

L'officine patronale CFT part en campagne. Son secrétaire, Auguste Blanc, entamant une tournée un peu partout en France, déclarait dernièrement se fixer deux buts : obtenir «*la suppression du monopole*» des syndicats représentatifs, et «*riposter à la CGT en dénonçant ses méthodes de gangsterisme*».

Pour cela, il va «s'attaquer à la Saviem» dans un premier temps, pour y mettre sur pied «*un véritable syndicalisme de concertation*» ! Cette campagne est claire, quand Blanc déclare : «*La CGT et la CFDT essaient de détruire l'appareil économique, au lieu d'essayer de le consolider... Les syndicats doivent être des gestionnaires, et donc tenir compte de la situation de l'entreprise dans l'action à mener. Notre but ne peut être sa mort !*» Cette offensive fasciste de la CFT, c'est la suite des tentatives de la bourgeoisie de s'attaquer aux libertés syndicales, de remettre en cause le droit de grève !

Grésivaudan : la vallée bouge !

Après Olivetti, les papeteries c'est maintenant Setrim qui est en grève avec occupation dans la vallée du Grésivaudan ! Comme disait une ouvrière «*ça brasse dans la vallée*». Setrim, c'est une entreprise de carrelage qui emploie environ 200 personnes. Il y a à peu près 3/4 de femmes qui y travaillent à la chaîne. Elles sont payées au SMIC. Les revendications sont l'amélioration des conditions de travail et 1700F minimum pour tous. Comme disait une ouvrière de la boîte, le patron a toujours dit que le salaire qu'elle gagne «*c'est pour compléter la paie du mari, qu'elles n'ont pas besoin de beaucoup*» mais par contre, on leur demande un travail complet. Elles ont occupées mardi soir. Mercredi, le patron leur a envoyé l'huissier et une convocation pour le tribunal. Mais elles continuent d'occuper ! L'huissier est repassé ce matin ; elles sont décidées et savent qu'elles ne sont pas seules, car les gars des Papeteries de Lancey sont passés ce matin les voir.

Les gars des Papeteries depuis ce matin : ils sillonnent toute la région, vont dans les boîtes (qui débrayent ensuite !). Ils ont fait cela aujourd'hui aux Papeteries du Moulin-Vieux, à Olivetti (Pontcharra) et un autre groupe l'a fait aux Papeteries du Domelant, à une boîte qui s'appelle Monmartant (à l'autre bout de la vallée)...

Grenoble

Solmer

Prévu pour le jeudi 12, le lock-out du personnel des bureaux, a été reporté par la direction à aujourd'hui, montrant ainsi une fois de plus que les mesures de lock-out sont non seulement causées par le refus de Durand-Rival de négocier, mais aussi d'une volonté délibérée de créer une division entre les ouvriers et les employés. Cette piètre manœuvre montre les faiblesses d'un PDG «*qui ne cède jamais*».

La présence d'un nombre très appréciable d'employés à l'assemblée générale au self n°2 à la Solmer, confirme l'intervention de l'un d'eux : «*Depuis le début de la lutte, je suis avec vous, je ne suis pas le seul dans mon service et d'autres ne tarderont pas à venir*». Mardi soir, à 16 h 30, une entrevue de plus de trois heures entre direction et syndicats n'a pas permis d'avancer : la porte entr'ouverte, s'est bien vite refermée jusqu'à mercredi. Ainsi donc, les travailleurs exigent l'arrêt du chômage sans perte de salaire, la réduction du travail avec la 5^e équipe, et un plan permettant de rattraper toutes les pertes à 100% depuis le chômage technique, la grève et le lock-out !

Ils sont de plus en plus nombreux à penser que la lutte doit sortir du cadre de l'usine. Au cours des assemblées générales et des réunions publiques, trois questions se posent très liées entre elles.

SOUTENIR, ETENDRE LA GREVE, C'EST POSSIBLE

— Comment organiser un large soutien extérieur dans la zone de Fos ?

— Pourquoi ne pas étendre la lutte à tout le trust, puisqu'en fait, chaque revendication est applicable à toute la sidérurgie ?

— Si la direction refuse

COMMENT RENFORCER LA LUTTE

toujours de négocier, va-t-on continuer la lutte sous les mêmes formes ?

Les réponses apportées par l'inter-syndicale sont loin de répondre avec satisfaction. Pourquoi les assemblées générales publiques à Arles, Salon, Port-de-Bouc, Martigues, ne seraient-elles pas un moyen d'organiser ce large soutien extérieur de plus en plus nécessaire, avec les femmes des travailleurs, les quelques 50.000 chômeurs des Bouches du Rhône, intéressés par la 5^e équipe, les futurs chômeurs du CET... ?

Le soutien extérieur, c'est aussi celui des travailleurs d'Ugine Acier, de la CFEM, de Ferry-Fos, des dockers... Les délégations à la porte de l'usine mercredi matin, alors que plus de 1200 travailleurs sont réunis en assemblée générale dans Solmer, celle des dockers de la zone mardi après-midi sont un départ positif, mais ne sont-elles pas aussi une caricature de cette puissante vague de soutien qui permettrait de balayer les faux-fuyants de Durand Rival.

DEPASSER LE CARICATURE DE SOUTIEN

Comment expliquer que les délégués CFDT ne sont pas avertis de la venue de délégations comme celles des doc-

kers ? Ces mêmes problèmes se posent au niveau national et même au-delà. Le refus du syndicat ouvrier allemand de Thyssen, de produire une commande de Solmer, est là pour le prouver.

Quel enthousiasme, quelle nouvelle vigueur se dégageraient des assemblées générales, si ceux de Solmer apprenaient que tous sont dans la bataille ! Reculer devant la nécessité d'élargir efficacement la lutte, c'est se refuser à tirer les leçons de plus de cinq semaines de lutte acharnée dans l'isolement à Ugine-Acier l'an dernier, c'est ne pas envisager d'autres formes de lutte contre la volonté de Solmer de laisser pourrir la situation.

Le refus systématique d'organiser des piquets de grève

est-il juste ? Au nom de «la liberté du travail», doit-on laisser les cadres continuer à s'engraisser sur la lutte des travailleurs, et les entreprises extérieures sortir leur matériel, comme l'exige la direction ? La liberté de travail oui ! Mais pour qui ?

Lorsque l'inter-syndicale propose de se retirer à la salle Gagarine, isolée et éloignée à Port-de-Bouc, si les portes de Solmer sont bloquées par les forces de l'ordre, on ne va pas dans le sens d'un renforcement de la lutte. «*Mais alors, comment répondre à la volonté de lutte de tous les gars*» demandait un délégué CFDT. Comment résoudre ces questions, c'est ce dont les travailleurs discutent aujourd'hui.

Robert RIVIÈRE

LA LUTTE S'ETEND SUR LE "SITE DE FOS"

Le personnel du central de Naphta-chimie (alimentation en vapeur, azote liquide, etc...), a annoncé une grève pour le 11 février avec diminution de 40% de la production de vapeur.

Le 10 février, la direction a diffusé dans toute l'usine un tract qui est un véritable chantage «*La direction exigera que la production du cracking n°4 ne baisse pas au-dessous de 700 tonnes par jour pour pouvoir assurer la couverture du site en énergie électrique prioritaire. Cette marche correspondrait à une baisse d'activité d'environ 30%*».

En première étape, les sa-

laire du personnel de ces deux secteurs seraient alors diminués dans les mêmes proportions...».

Au même moment, la direction d'I.C.I. sur le site de Fos, a lock-outé 50 travailleurs en grève et à la Solmer, pour toute réponse à la grève des hauts-fourneaux, la direction met progressivement en chômage technique, la quasi-totalité de l'usine. De même, à la Solmer, les militants syndicaux totalisent déjà plus de 50 jours de mise à pied.

Les travailleurs de Naphta-chimie refusent de se mettre à genoux devant les exigences de la direction, en s'appuyant sur la lutte de ceux de Solmer.

Usinor-Thionville QUAND LES PATRONS TUENT, LA JUSTICE ACCUSE ... LES TRAVAILLEURS !

Devant les luttes pour la sécurité, devant la crise qui secoue son appareil judiciaire, Lecanuet a été contraint de reconnaître publiquement que les patrons sont responsables des accidents du travail. Ce qui se passe à Usinor/Thionville est signifi-

suite de la mort de ce travailleur.

LEVEZ L'INCULPATION DES TRAVAILLEURS !

La première affaire fait suite à l'enquête judiciaire sur l'accident. Il faut savoir

inculpations de patrons ; cette fois-ci, le juge d'instruction qui a pris la décision n'a pas été inquiété comme l'ont été Pascal ou de Charette. Justice de classe ? Pensez-vous, Lecanuet vient d'affirmer que ça ne veut rien dire.



DÉFENDONS NOTRE SYNDICAT, DÉFENDONS NOS DROITS !

Accuser des travailleurs à la place des patrons n'était sans doute pas suffisant. Une deuxième affaire doit être jugée au tribunal correctionnel de Thionville, le 3 mars ! C'est que la direction d'Usinor n'a pas sup-

porté que le tract de la CGT dénonce ce crime du capital et accuse les patrons ! Elle a porté plainte pour diffamation. On se souvient que lors de la mort de trois sidérurgistes à Rombas, Gandois, PDG de Sacilor était encore à Paris qu'il encombrait déjà les téléx des agences de presse en menaçant de porter plainte si on osait mettre la responsabilité de Sacilor en cause. Les patrons assassins sont susceptibles. Après les plaintes des directions de Renault et d'Air France contre les sections syndicales ; après les perquisitions dans les locaux de la CFDT et l'arrestation des délégués, cette plainte constitue une atteinte de plus à nos droits les plus fondamentaux. Lorsqu'on interroge les responsables de la CGT, on peut s'inquiéter de la manière dont ils considèrent l'affaire. Tout d'abord, les 14 travailleurs inculpés se défendent seuls, ensuite les sidérurgistes n'ont pas été mobilisés pour défendre leur syndicat. Et le secrétaire de la section accusait Le Quotidien d'attaquer sans cesse la CGT, de faire de l'anti-syndicalisme ! C'est bien le contraire qui se passe et les révolutionnaires sensibiliseront les travailleurs pour qu'ils défendent le syndicat... même si lui ne le fait pas.

Correspondant Thionville

POLITIQUE

UNE COLLABORATION DANGEREUSE

Suite de la une

Mais, à travers cette voie là, la nature de l'Europe qui se construit, la domination US, le poids de l'Allemagne sur cette Europe sont-ils contestés? Absolument pas!

• **Les questions monétaires.** Les récents mouvements spéculatifs contre le franc et le mark, obligent les deux délégations à faire le point. Les accords qui lient les deux monnaies dans le serpent européen, les contraignent à coordonner leurs réponses à cette spéculation. Illustrant le rapport de force entre les deux impérialismes, le gouvernement français doit détériorer sa réserve de devises en vendant des marks sur le marché, et cela sans contrepartie.

• **La lutte contre le «terrorisme».** La présence à la rencontre de Nice de Lecanuet et Poniatowski, avec Mahofer, ministre de l'intérieur allemand a pour but de faire avancer le projet de coopération dans la lutte contre le «terrorisme». Quand on connaît les traditions démocratiques de la bourgeoisie allemande, illustrée par les récentes mesures autoritaires, prises par les socialistes allemands pour chasser les révolutionnaires de l'administration, il y a de quoi être inquiet d'une

ne telle coopération. On sait qui est visé derrière cette lutte dite «anti-terroriste»: les révolutionnaires et le mouvement ouvrier.

Derrière le thème de la coopération franco-allemande, il y a des menaces importantes contre notre peuple. Menaces pas seulement, parce qu'il y a aujourd'hui une coopération accrue entre les poli-

La R.F.A. : un concurrent sérieux

Depuis 1974, l'évolution économique a été fort différente en France et en Allemagne. Non pas que l'Allemagne ait été à l'abri de la crise mais elle a suivi une toute autre politique. En développant très tôt un plan de refroidissement, le principal concurrent de la France en Europe a limité fortement l'inflation (6% en Allemagne contre 13% en France, selon les chiffres officiels). Ce fait a contribué à donner à l'Allemagne une position de force dans les échanges internationaux en favorisant la compétitivité des exportations allemandes. A cet atout s'en ajoutent deux autres: d'une part, l'Allemagne dispose de structures industrielles plus puissantes et mieux organisées, d'autre part, la domination bourgeoise et le profond réformisme des organisations ouvrières Ouest-allemandes laisse la classe ouvrière

plus désarmée qu'en France face aux attaques de la bourgeoisie. Ainsi, malgré un recul de la production équivalent en Allemagne et en France, malgré les conséquences de la «crise pétrolière», le commerce extérieur d'outre-Rhin est depuis 1973 très florissant (fort excédent commercial). Il en résulte que les Deutsch Mark sont très recherchés par les partenaires de l'Allemagne.

re plus désarmée qu'en France face aux attaques de la bourgeoisie.

Ainsi, malgré un recul de la production équivalent en Allemagne et en France, malgré les conséquences de la «crise pétrolière», le commerce extérieur d'outre-Rhin est depuis 1973 très florissant (fort excédent commercial). Il en résulte que les Deutsch Mark sont très recherchés par les partenaires de l'Allemagne.

A l'opposé, la perspective d'une accélération de l'inflation en France au cours de l'année 76 rend les milieux financiers internationaux réservés sur l'avenir du franc.

La spéculation contre le franc et le mark s'est développée sur ces bases. Elle est encore aujourd'hui assez limitée, mais dans ce domaine monétaire les fièvres sont

perpétuées, et accroîtront les difficultés pour la lutte révolutionnaire et l'instauration du socialisme.

La comédie de Giscard et de Schmidt présente leur voyage sur la Côte d'Azur comme une innovation pour faire participer les populations à la coopération franco-allemande ne saurait nous faire perdre de vue ces mesu-

violentes: il suffirait que les financiers ne croient plus aux fermes déclarations de Fourcade («le mot dévaluation est un mot que je ne connais pas») pour que ce soit la ruée.

Les interventions des banques centrales (banque de France, Bundesbank, et, depuis hier Réserve fédérale US) suffisent aujourd'hui à contenir la spéculation. Mais compte tenu des rapports de force actuels entre les impérialismes, c'est la France qui supporte le gros de la charge: les interventions de la Banque de France sont beaucoup plus massives que celles de la Bundesbank et surtout la technique employée par cette dernière (achat de francs et non de dollars) ne fait qu'accroître les tensions monétaires pour l'avenir (car la France devra un jour racheter les francs cédés à la Bundesbank).

JUSSIAUX ET JULLIEN LIBÉRÉS : IL EN RESTE ENCORE TROIS EN PRISON

Gérard Jussiaux et Bertrand Jullien ont été libérés mercredi soir. Inculpés pour démolition de l'armée, ils étaient depuis deux mois en prison. Trois militants sont encore incarcérés. Pourquoi certains demeurent-ils en prison alors que d'autres sont libérés? A partir de quels éléments, Gallat fait-il son choix? C'est un mystère, tous les dossiers étant également vides. Après avoir jeté en prison une vingtaine de militants, soldats ou syndicalistes, le gouvernement les a libérés au compte-goutte. Il ne pouvait, en raison du vide évident des dossiers, les garder tous emprisonnés, mais leur libération progressive, si elle visait à désamorcer le mouvement de protestations, lui laissait des possibilités de pression en conservant des otages.

La libération de Jussiaux et de Jullien intervient trois jours avant la marche nationale sur Paris, organisée par le Comité National pour la Libération des Militants Emprisonnés. Elle vise donc

clairement à démobiliser, à torpiller cette marche. Elle révèle cependant que le pouvoir craint la mobilisation contre les atteintes aux libertés démocratiques. Mais cette libération si elle constitue une victoire ne nous fera pas oublier que la mobilisation doit se poursuivre et s'intensifier. Comme le dit la CFDT de Besançon, dont Jussiaux est secrétaire permanent: «Il en reste trois en prison, il reste les inculpations, reste aussi la Cour de Sécurité de l'État. Il faut poursuivre là-dessus».

La marche sur Paris est maintenue, la collecte des signatures également pour exiger la libération de tous les emprisonnés, la levée de toutes les inculpations, la dissolution de la Cour de Sécurité de l'État et les droits démocratiques à l'armée.

Tous à Paris, dimanche 19 février!

Exigeons la levée de toutes les inculpations et la libération de tous les militants!

Le chômage s'est accru

Le chômage s'est accru au mois de janvier. Selon les chiffres officiels, le nombre des demandes d'emploi a augmenté de 10 000 tandis que celui des offres d'emploi augmentait de 6 000. Ce pointage de demandes d'emploi enregistrées par l'ANPE ne reflète pas réellement et de loin, le nombre des travailleurs ou de femmes qui ont besoin d'un emploi; c'est-à-dire que les discours sur une éventuelle stagnation du chômage, par le miracle du plan de relance, sont démentis par les faits.

Après l'enquête du Ministère du Travail

DES ABSENTS QUI N'ONT PAS TORT

Le ministère du travail vient de faire connaître les premiers résultats d'une «enquête sur l'absentéisme en octobre 1974». L'enquête a été effectuée par questionnaire envoyé à 24 000 établissements: toutes les entreprises de plus de 50 salariés et un tiers de celles de moins de 50 salariés, du secteur privé, de l'industrie et du commerce, les entreprises agricoles, l'administration et le secteur nationalisé n'ont pas été enquêtés.

Le ministère du travail tire de cette enquête deux constatations: «L'absentéisme est plus élevé chez les femmes, et parmi les ouvriers que parmi les autres catégories».

«varie selon l'activité économique (les plus forts taux d'absentéisme ont été relevés dans les branches industrielles) et selon la taille de l'établissement (il augmente dans le même sens)».

L'ABSENTÉISME PLUS FORT CHEZ LES FEMMES

A vrai dire, ce n'est pas une surprise. On ne s'étonnera pas d'apprendre que, l'absentéisme est de 6,7% chez les hommes, mais de 10% chez les femmes.

De même qu'il est patent que les ouvriers sont plus souvent accidentés ou malades que les autres salariés. L'enquête confirme également que le plus fort taux d'absence pour accident se rencontre dans le secteur des mines et du bâtiment.

Le commentaire du ministère ne dépasse pas le niveau de la constatation des chiffres, aucune des raisons de ces variations de l'absentéisme n'est fournie, ou alors des «explications» du genre: «Si, pour chacune des causes, l'absentéisme est supérieur dans l'industrie, ce résultat n'est en fait dû qu'à un effet de structure».



Si les femmes s'absentent plus souvent que les hommes, c'est que bien souvent c'est elles qui ont la charge des enfants et des travaux ménagers, elles sont atteintes à une double journée de travail, et quand un enfant est malade, elles n'ont pas d'autre possibilité que de rester à la maison. Si les ouvriers de l'industrie (exemple: métallurgie: 8%) sont plus souvent absents que les employés de bureau (3,5%), cela tient à la nature du travail effectué, à son

rythme et à l'usure physique qui en résulte. Si l'absentéisme est plus fort dans les grandes entreprises, c'est que c'est là que le travail est le plus abrutissant, le plus fatigant nerveusement: le travail à la chaîne et le travail posté

absences sont plus nombreuses le lundi et le vendredi. Or le rapport du ministère du travail souligne qu'il n'y a pas grande variation de l'absentéisme suivant les jours de la semaine (5,7% le mardi et 6% le vendredi). Si certains ouvriers allongent de cette fa-

çon leur congé hebdomadaire, cela montre simplement que le besoin de repos est plus grand, et s'explique également par le refus du travail abrutissant des banques capitalistes.

Si le ministère du travail n'a pas pour l'instant donné d'explications à l'absentéisme, les patrons et leur presse ne s'en sont pas privés (voir ci-contre). L'augmentation de l'absentéisme les préoccupe non parce qu'elle révèle des conditions de travail plus pénibles, mais parce que c'est pour eux autant de profits extorqués en moins.

con leur congé hebdomadaire, cela montre simplement que le besoin de repos est plus grand, et s'explique également par le refus du travail abrutissant des banques capitalistes.

On sait de quelle façon, ils veulent s'attaquer au problème, non pas en diminuant les cadences et le temps de travail pour ménager la santé des ouvriers, mais en restreignant les possibilités de se mettre en congé maladie. Le dernier congrès du CNPF a été clair là-dessus, les patrons veulent contrôler et limiter les congés maladies, ils mettent pour cela sur pied des escouades de médecins policiers (Sécurex) pour aller contrôler les arrêts maladie et les restreindre.

Ne laissons pas les patrons remettre en cause le droit de nous soigner!

Le Journal des Finances qui s'adresse exclusivement aux capitalistes ne prend même pas la peine de cacher son cynisme lorsqu'il aborde l'absentéisme des femmes.

Est-ce à dire que leur santé est plus fragile? Non, mais elles jouissent de tolérances qui sont propres à leur nature et certains abus sont commis. Puis de citer le cas d'une personne qui «profite d'un mois de vacances, d'un mois de congé maladie (sur certificat médical, mais sans contrôle), de deux mois d'absence pour les différentes gripes, scarlatines ou autres rougeoles de ses enfants (quinze jours par enfant et par an; elle en a quatre). Cela fait quand même un total de quatre mois. Si par malheur dans la même année, elle se trouvait enceinte d'un cinquième enfant - les «congés maternité» tels qu'ils sont définis dans le code du travail s'établissent à six semaines avant et huit semaines après - ses collègues de bureau n'auraient plus la joie de la voir que quatre mois et demi dans l'année. Et cela sans parler de l'absentéisme déguisé, qui peut prendre la forme d'un roman policier, d'un tricot à terminer ou d'une audace qui frise le cynisme, telle cette autre femme qui toujours dans l'administration, après avoir attiré sur elle la pitié de ses collègues, passe des journées entières sur un transat, au fond d'un placard - assez vaste sans doute - toutes portes fermées, pour avoir la paix».

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

On en parle dans les usines

Au lendemain de la cloture du congrès du parti révisionniste, malgré toute la publicité gratuite faite par la presse et la radio, on peut dire que c'est un sujet qui ne suscite pas l'attention et l'enthousiasme dans la boîte. Cependant au fil des discussions apparaît la véritable nature du désintéressement. Jean-Claude 38 ans, ancien militant du parti révisionniste, qui a rompu après mai 68 explique : «vois-tu j'ai suivi de près ce congrès, il ne m'apprend rien de nouveau, que je ne savais déjà ; c'est un parti dégénéré, un parti bourgeois dans lequel il n'y a aucune éducation communiste ; la classe ouvrière n'a rien de bon à attendre de celui-ci ; c'est un parti électoraliste qui soigne la clientèle dont il aura besoin pour appliquer contre nous le programme commun. Les ouvriers n'ont pas les mêmes intérêts que les cadres ou les PME ; si j'ai pu me tromper en admirant certains de ces anciens dirigeants qui étaient un symbole pour beaucoup, je suis sûr de ne pas faire d'erreur en haïssant Marchais. Avec sa main tendue à la bourgeoisie, j'ai encore plus envie de brandir le poing... Je veux avoir le droit de me révolter. J'ai lu le tract du PCR sur la dictature du prolétariat et je suis d'accord avec ce qui est dit. Je suis même prêt sur la boîte à participer à la rédaction d'un bulletin d'entreprises. Mais si je ne vous rejoins pas tout de suite c'est que je veux vous connaître, je veux vous connaître mieux dans l'action. Si on reprend ensemble le drapeau rouge, il faut que ce soit jusqu'au bout».

Un prof nous écrit

Ce soir, conseil de classe de cinquième. C'est une «mauvaise» classe, une classe d'enfants d'ouvriers. Les parents n'assistent plus du tout au conseil, tant on leur a fait comprendre qu'ils sont indésirables. On attaque la liste des noms : «celui-là, c'est un petit salopard». L'élève a 13 ans. Salopard à 13 ans ! (...). Gare aux enfants d'étrangers ! S'ils ne sont que moyens dans leurs études, on a vite fait de les «renvoyer à la garde des chèvres» et de vouer «la race à la paresse ancestrale».

Pendant une heure ou deux que dure la réunion, les mêmes refrains sont repris sur tous les tons avec quelques variantes. Les élèves sont des feignants, des sacrés feignants tout de même ! Et pourtant, ces sacrés feignants ne manquent pas de courage à la maison pour frotter, s'occuper des cadets, faire les courses. Mais on ne peut être au four et au moulin : les devoirs passent après quand il y a tant de travail urgent. Et l'école, c'est si bizarre, si loin de la réalité...

COMMUNIQUÉS

PERPIGNAN

LE COMITÉ DE SOUTIEN AUX EMPRISONNÉS POLITIQUES :
SOLIDARITÉ AVEC 2 MILITANTS DU F.A.C.

Une fois de plus, le gouvernement Giscard-Ponia, travaillant en collaboration étroite avec l'Etat espagnol, frappe le milieu des réfugiés politiques en la personne de 2 militants, José Dogon-Balaguer et César Algora-Blasco, du FAC (Front de Libération de la Catalogne) : l'un étant expulsé de Belgique, l'autre assigné à résidence dans le département de la Lorraine, en attendant à son tour d'être expulsé. L'arbitraire de cette décision administrative apparaît aux yeux de tous : en effet, elle fait suite à un jugement de 6 mois de prison avec sursis (alors que ces 2 militants ont déjà purgé 2 mois fermes de préventive).

AMNESTY INTERNATIONAL

20, rue de la michodière 75002 - PARIS t° 742.38.76

RÉCITAL CLAUDE NOUGARO
LUNDI 16 FEVRIER 1976 - 21 h 15
A L'OLYMPIA

Au profit de la section française d'AMNESTY INTERNATIONAL

REUNIONS DE LECTEURS

Samedi 14 février 16 h 30
Salle de la Mairie à FROUARD

VENDREDI 13 FEVRIER A 20h00
RÉUNION DE LECTEURS
CENTRE SOCIAL DE LONGWY - HAUT

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession.....
Adresse.....
Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

En lisant «L'Humanité» de ce samedi 7 février, je suis tombé sur la liste des vétérans du PCF présents au XXIIème congrès.

Ils sont encore nombreux ceux qui ont adhéré dès 1920, sur la base des 21 conditions de Lénine. Et, en lisant leurs noms, j'ai pensé au congrès de Tours et alors, m'est revenu en mémoire un passage de l'intervention de Vaillant-Couturier à ce congrès. Je pense qu'il est intéressant de le rappeler pour faire des comparaisons avec ce

thèses de Lénine, un adversaire résolu de la Révolution. Or ce Longuet avait prononcé la phrase suivante : «Si le prolétariat conquiert le pouvoir par des moyens démocratiques l'exercice de la dictature sera nécessaire dans le cas de la résistance de la bourgeoisie». Cela n'est d'ailleurs pas sans rappeler certains accents entendus au PCF, actuellement.

Et, à cette phrase, Vaillant-Couturier répondit : «Croyez-vous Longuet, que la bourgeoisie ne résiste pas ? Croyez-

Lorsque viendront les temps qui sont peut-être prochains ou la bourgeoisie se servira de tous les moyens de répression qu'elle prépare, non seulement de ses prisons et de ses matraques, mais encore de ses tanks pour les combats de rue, de ses avions et de ses gaz asphyxiants, est-ce que vous pensez que ce soit à ce moment-là seulement qu'il faudra demander si véritablement nous devons résister par la force à la bourgeoisie ?

J'estime que c'est avant, et dans l'esprit même de la dictature du prolétariat, il y a cette idée que le prolétariat, en prenant le pouvoir, doit s'assurer contre les risques que la bourgeoisie peut lui faire courir et s'assurer contre eux avec toute la violence nécessaire afin que ce sabotage devienne impossible ou du moins soit limité par l'écrasement, aussi complet que possible, de la classe capitaliste».

Vaillant-Couturier parlait en décembre 1920... Sans doute Marchais nous dirait qu'un tel langage est dépassé, et pourtant... en 1920 on n'avait pas encore l'expérience du fascisme, ni celle du Chili, ni celle du Portugal... Alors, qui est dépassé ? Qui serait avec Longuet aujourd'hui ? et comment en est-on arrivé là ?

G.B. CHATILLON SUR LOIRE



qui se dit à St Ouen aujourd'hui.

Au congrès de Tours, donc, Vaillant-Couturier répondait à Longuet. Rappelons que Longuet était un adversaire résolu de l'adhésion du Parti aux

vous Longuet, qu'il faille attendre que la bourgeoisie ait commencé le sabotage de la Révolution pour recourir contre elle aux moyens de force dont elle-même se sert déjà contre nous, dont elle se servira demain avec plus de violence encore ?

En 1920, les travailleurs en France, se tournent de plus en plus vers la formidable expérience de la Révolution d'Octobre. Parmi les socialistes le courant d'adhésion à la 3ème Internationale de Lénine se renforce. Voyant cela un certain nombre de «centristes» comme Longuet qui espèrent que la IIIème Internationale (finira par s'assagrir), s'efforcent de garder leur influence en s'appuyant sur elle pour mieux la saboter de l'intérieur. C'est pourquoi l'Internationale Communiste avait imposé à tous les partis désireux d'adhérer une série de 21 conditions pour mettre les chefs «centristes» au pied du mur.

Mais déjà au congrès de Tours,

qui marque la rupture avec la IIème Internationale jaune et chauvine ; la lutte contre les «modérés», les «centristes» ne fut pas menée avec suffisamment de fermeté, et le nouveau Parti Communiste dès ses premières années a toujours entretenu une confusion, a toujours oscillé entre la voie révolutionnaire et les solutions parlementaires «démocratiques» ou «d'actions de masse». Dès cette époque le PCF n'est jamais parvenu à se constituer en détachement d'avant garde cohérent, préparant consciemment la classe ouvrière à la Révolution. Pourquoi ? Parce que, nous le pensons, il n'a jamais été capable de saisir les contradictions de la société française qui

menaient à la Révolution, de développer la théorie de la Révolution en France, métropole impérialiste.

Parce qu'il n'a jamais éliminé de ses rangs les conceptions chauvines entretenues par la bourgeoisie impérialiste, le PCF a voilé à la classe ouvrière son rôle historique de force dirigeante principale de la Révolution. Il l'a amené à jouer le rôle de force d'appoint dans des coalitions avec la petite-bourgeoisie, il a dévoyé son potentiel révolutionnaire vers les illusions petites-bourgeoises sur la possibilité de transformer, d'améliorer l'impérialisme, de le «démocratiser». Il s'est finalement et résolument placé dans le camp de la bourgeoisie.

JE M'ABONNE

250 F	1 AN
150 F	6 MOIS
80 F	3 MOIS
30 F	1 MOIS

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

Envoyez à :
le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

DEVENEZ CORRESPONDANT
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

TÉLÉPHONEZ AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE

208 65 61 Paris de 8 H 30 à 13 H

VIE QUOTIDIENNE

LE TIERCÉ

Ca y est ! Les copains ont gagné le tiercé !
Depuis plus d'un an qu'ils me cassent les pieds pour jouer et qu'ils ne gagnent pas. Ils sont venus me voir en délégation. Ils m'ont offert à boire et nous avons trinqué. C'était la victoire et l'un d'eux m'a dit : «Hein, mon vieux, tu vois qu'on a gagné et dans l'ordre ! 40 sacs chacun ce n'est pas mal, hein ! La prochaine fois tu te mettras avec nous !».

Il est brave mon pote. Il me disait cela pour me faire plaisir comme s'il allait m'accepter dans l'équipe de joueurs malgré que j'étais con d'avoir toujours refusé.

Lorsque j'ai encore refusé il est resté sans voix et il allait se vexer. Alors il a bien fallu lui expliquer mon opinion sur le tiercé quitte à lui enlever une partie de sa joie d'avoir gagné.

«Tu vois mon camarade cet argent que tu viens de gagner il ne vient pas de la poche des propriétaires de chevaux ni du PMU ni de la direction des impôts, mais de la poche d'autres mecs comme toi qui ont perdu cette fois-ci.

- Alors je serais presque un voleur, explique-moi encore car je n'ai pas le sentiment d'avoir volé quelqu'un, mon camarade.

- Le jeu est bon lorsqu'il est bien compris. Je ne suis pas contre les courses de chevaux et j'ai plaisir à voir courir de belles bêtes. Mais l'argent pourrit tout et des petits malins ont transformé le jeu par un sentiment égoïste. L'appât du gain enlève toute la beauté du jeu et je connais des ouvriers qui privent leurs enfants de pain pour cet appât du gain. Voilà pourquoi je ne veux pas jouer. Pourtant j'ai bien besoin d'argent pour finir mon mois mais le prendre dans la poche d'un autre gogo, ça me fait mal (...). En somme, c'est un impôt supplémentaire puisque la moitié va au percepteur lorsque tu as perdu ta mise.

SPORTS

L'OR BLANC

Hier soir, le nouveau magazine d'actualité «L'événement» s'est penché sur l'amateurisme professionnel, Jeux Olympiques obligent ! Jean-Noël Augert a ainsi touché «officiellement» deux briques pour son titre de champion du monde de slalom spécial à Val Gardena, en plus de son «saifaire» mensuel de 6 000 NFrs !

La «récompense» d'Augert a dû tout de même faire sourire Karl Schranz : il gagnait, lui, plusieurs millions par mois quand il courait dans l'équipe autrichienne.

On commence à comprendre ce que beaucoup savaient déjà depuis longtemps : pourquoi tous les meilleurs skieurs de l'équipe de France en ont été brutalement «licenciés», pourquoi le ski français est-il aussi désastreux dans les compétitions internationales : un salaire de 6 000 NFrs par mois n'est pas grand-chose pour un champion du monde ! Il ne surprendra que ceux qui croient qu'il s'agit «d'amateurs». En fait, Augert, comme les autres, gagnait bien plus. Et le pool des industriels français, fabricants de matériels se permettait de les rémunérer directement ?

Cela, la FFS ne l'appréciait pas beaucoup, car elle ne touchait qu'une maigre commission sur cette manne. Le pool avait d'ailleurs beaucoup protesté contre l'éviction de ces héros aux pieds d'or qu'étaient les Russes,

tance avec laquelle les photographes ont montré la marque des skis de la double championne Rosi Mittermaier. Ce sont des skis français. Le pool a donc investi ailleurs que dans l'équipe de France.



Rosi Mittermaier, championne olympique. La marque de ses skis est aisément reconnaissable grâce aux deux barres que l'on voit sous ses spatules.

Augert, Duvallard...

Il s'était finalement incliné mais certainement avec une arrière pensée : tout le monde a pu remarquer l'insis-

En définitive, la carrière des champions se joue au moins autant sur un tapis de chèques que sur un tapis de neige.

TÉLÉVISION

Programme

VENDREDI 13 FÉVRIER

TF 1
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors raconte
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Lady Godiva
22 h 05 - Jeux olympiques
23 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - flash JOURNAL
20 h 00 - Programmes régionaux
20 h 30 - Vendredi
21 h 20 - Les dossiers noirs
22 h 10 - JOURNAL et fin

SAMEDI 14 FÉVRIER

TF 1
10 h 00 - J. OLYMPIQUES
13 h 00 - JOURNAL & JEUX OLYMPIQUES
14 h 35 - SAMEDI EST A VOUS
18 h 30 - GEDEON dessin animé
18 h 40 - 6 MINUTES POUR VOUS DÉFENDRE
18 h 50 - MAGAZINE AUTOMOTO
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - J. OLYMPIQUES
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - NUMÉRO 1 Dalida.
21 h 30 - feuilleton GRAND-PÈRE VIKING
22 h 30 - J. OLYMPIQUES
23 h 15 - JOURNAL

A 2
09 h 30 - J. OLYMPIQUES.
12 h 30 - MIDI 2
13 h 00 - J. OLYMPIQUES
13 h 35 - T.V. RÉGIONALES
14 h 05 - SAMEDI DANS UN FAUTEUIL

18 h 00 - CLAP magazine du cinéma.
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LE SAUT DU LIT Comédie
22 h 15 - DIX DE DER
23 h 35 - JOURNAL

FR 3
18 h 25 - ÉMISSIONS RÉGIONALES
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UN HOMME, UN ÉVÉNEMENT
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - FESTIVAL Cinéma fantastique D'AVORIAZ
20 h 30 - Cinéma 16 LA MAISON D'ALBERT
22 h 00 - JOURNAL

Sélection

Ce soir, FR 3 présente un programme particulièrement intéressant. A 20 h 30, l'émission Vendredi aborde la question du service après-vente, des «garanties» appliquées aux appareils neufs. Les bons de garanties font souvent en gros caractères de belles promesses : gratuité du service après-vente, garantie totale... Mais, très discrètement mentionnées, figurent aussi les indications restrictives : «emploi non conforme», «manipulation mal appropriée», «utilisation abusive», etc... A vous de prouver que vous n'avez pas «saboté» l'appareil ! De plus, pour que la garantie prenne effet, il faut envoyer soi-même le coupon de garantie, et dans un délai très court. Ce que le vendeur s'abstient généralement de préciser. Résultat dans le secteur de l'électro-ménager, un tiers seulement des coupons sont utilisés... Bien d'autres problèmes se posent au sujet des garanties, sur lesquels les témoignages des lecteurs du Quotidien seraient précieux, d'autant plus qu'un représentant de Darty («le contrat de confiance») sera là pour noyer le poisson...

«Les dossiers noirs» traitent ensuite de la grande insurrection paysanne au Mexique des années 10, dirigée par Pancho Villa et surtout Emiliano Zapata (deuxième partie de l'émission : vendredi prochain).

Feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ : Mao participe à la fondation du Parti Communiste Chinois en mai 1921. Tch'en Tou-hsieou en est le secrétaire général. Mao dirige le Comité du Hounan. L'activité du Parti se concentre surtout sur les ouvriers et les étudiants. En 1924, le PCC entre dans le Kouomintang, Mao devient membre du Bureau exécutif du Kouomintang de Changhaï.

18ème ÉPISODE
LA LUTTE ENTRE LES DEUX VOIES SUR LA QUESTION PAYSANNE.

L'ORGANISATION DES PAYSANS

L'hiver suivant je retournai me reposer au Hounan. J'étais devenu malade à Changhaï, mais pendant que j'étais au Hounan j'organisai le noyau du grand mouvement paysan de cette province. «Je ne m'étais pas rendu compte auparavant de l'intensité de la lutte de classes chez les paysans, mais après l'incident du 30 mai (1925) (1) et pendant la grande vague d'activité politique qui le suivit, les paysans du Hounan devinrent très militants. Je quittai ma maison où je me reposais et entamai une campagne d'organisation rurale. En quelques mois nous eûmes formé plus de vingt unions de paysans et soulevé le courroux des propriétaires fonciers, qui réclamèrent mon arrestation. Tchao Heng-t'i envoya des troupes à mes trousses, et je me réfugiai à Canton. (...)

Mao devient le dirigeant de la section paysanne du PCC. Il préconise une politique agraire radicale à laquelle s'oppose Tch'en Tou-hsieou.

«Au Hounan, j'inspectai les organisations paysannes et la situation politique dans cinq hsien — Tch'ang-cha, Lin-ling, Hsiang-t'an, Heng-chan et Hsiang-hsiang — et fis mon rapport (2) au Comité central, insistant sur la nécessité d'une politique nouvelle dans le mouvement paysan. Au

début du printemps suivant, à mon arrivée à Wou-han, une réunion interprovinciale de paysans se tint en ma présence, et j'y développai ma thèse qui renfermait des propositions tendant à une redistribution générale des terres. (...)

«Une résolution fut adoptée recommandant mes propositions à la Cinquième Conférence du Parti communiste. Mais le Comité Central les rejeta.

LA LIGNE DE TCH'EN TOU-HSIEOU

Lorsqu'en mai 1927 la Cinquième Conférence se réunit à Wou-han, le Parti se trouvait sous la domination de Tch'en Tou-hsieou. Quoique Tsiang Kai-chek eût déjà lancé la contre-révolution et commencé ses attaques contre le Parti communiste à Changhaï et Nankin, Tch'en se prononçait toujours en faveur de la modération et de concessions au Kouomintang de Wou-han. Passant outre à toute opposition, il suivait une politique opportuniste et petite-bourgeoise de droite. J'étais alors très mécontent de la ligne du Parti, surtout à l'égard du mouvement paysan. Je pense aujourd'hui que si le mouvement paysan avait été plus complètement organisé et armé en vue de la lutte de classes contre les propriétaires, les soviets se seraient développés plus tôt et d'une manière beaucoup plus puissante à travers tout le pays.

Mais Tch'en Tou-hsieou était violemment en désaccord avec moi sur ce point. Il ne comprenait pas le rôle de la paysannerie dans la révolution et sous-estimait fortement en ce temps-là ses possibilités. (...)

Après la Cinquième Conférence se forme toutefois, une Union panchinoise des paysans que préside Mao Tsé-toung.

ÉCHEC DE LA LIGNE OPPORTUNISTE

«Au printemps de 1927, le mouvement paysan au Houpei, au Kiangsi et au Foukien, mais surtout

au Hounan manifestait une vitalité impressionnante, en dépit de l'attitude réservée du Parti communiste à son égard et de l'inquiétude marquée du Kouomintang. De hauts fonctionnaires et des commandants en chef réclamaient son interdiction, décrivant l'Union paysanne comme une «union de vagabonds» et comme excessives son action et ses revendications. Tch'en Tou-hsieou, me rendant responsable de certains événements qui s'y étaient produits et toujours opposé à ma façon de voir, me retira du Hounan.

«En avril, le mouvement contre-révolutionnaire avait commencé à Nankin et à Changhaï, et un massacre général des travailleurs organisés avait eu lieu sous la direction de Tsiang Kai-chek. Les mêmes mesures furent appliquées à Canton. Le 21 mai, le soulèvement de Hsu Ko-hsiang eut lieu au Hounan. Des centaines de paysans et ouvriers furent tués par les réactionnaires. Peu après, à Wou-han, le Kouomintang de «gauche» annula son accord avec les communistes et les «expulsa» à la fois du Kouomintang et d'un gouvernement qui bientôt cessa d'exister.

«Beaucoup de chefs communistes reçurent l'ordre du Parti de quitter le pays, d'aller en Russie, à Changhaï ou autres lieux de refuge. Je fus prié d'aller au Ssetch'ouan. Je persuadai Tch'en Tou-hsieou de m'envoyer plutôt au Hounan comme secrétaire du Comité provincial, mais au bout de dix jours il m'ordonna en hâte de revenir, m'accusant d'organiser un soulèvement contre Tang Cheng-tche, qui commandait alors à Wou-han. Les affaires du Parti étaient maintenant dans un état chaotique. Presque tout le monde condamnait la direction de Tch'en Tou-hsieou et sa ligne opportuniste. Peu après, l'effondrement de l'entente à Wou-han entraîna sa chute.

(à suivre)

(1) Le 30 mai 1925, la police étrangère ouvrit le feu sur les étudiants chinois prenant part à une démonstration organisée pour demander l'abolition des concessions étrangères et de l'extraterritorialité.

(2) Rapport connu, parmi les écrits de Mao, sous le titre de Rapport d'une enquête sur le mouvement paysan au Hounan.

INTERNATIONAL

Sahara Occidental

"LA SITUATION MILITAIRE VA CHANGER"

SI LAMINE, secrétaire général adjoint du F.POLISARIO

Le F. POLISARIO annonce que les forces de l'Armée Populaire de Libération ont attaqué à l'arme automatique et au mortier la garnison des troupes royales à Smara, la grande ville du Saguia el Hamra, Farsia et Jdeiria, deux localités de la même région occupées par les troupes royales ont également été attaquées. A Aoucert, dans le centre du Wadi Dahab (Rio del Oro) un officier supérieur mauritanien a été tué au cours de violents combats qui ont causé de lourdes pertes à l'armée mauritanienne.

UNE COLONNE MAROCAINE VERS MAHBES

Ces nouvelles fragmentaires sont les premières d'une nouvelle phase de la guerre de Libération au Sahara Occidental. Si Lamine, secrétaire général adjoint du F.POLISARIO a indiqué, il y a trois jours qu'une puissante colonne armée marocaine avançait sur la route des puits occupant Tifareti, Bir Lahlou, dans le Saguia el Hamra, elle se dirige sur Mahbes.

"Il y a eu au moins mille morts du côté marocain annonçait Si Lamine et dix avions pour la plupart des F5 abattus" au cours de la période qui s'étend de la marche verte, début de l'invasion militaire marocaine jusqu'à la fin du mois de janvier. Leur première tactique qui consistait à occuper plusieurs points et à rayonner en organisant des raids ayant échoué, les troupes marocaines en ont choisi une deuxième, envoyer une puissante armée, ratisser toute une région. Cette offensive a été préparée par des bombardements au napalm sur les camps de la zone libérée.

TOUTES LES PISTES SONT MINÉES

La moitié des forces de l'Armée Populaire de Libé-

ration ont protégé l'évacuation de la population. Depuis quelques semaines, nous a expliqué un membre du POLISARIO qui revenait de Tindouf, le camp de Hafed Boujema a accueilli des milliers de nouveaux réfugiés, autour du point d'eau, vers la zone de la milice, là où il n'y avait pas de

camps en cours d'évacuation en prévision de bombardements. *"Nous nous attendons à une très violente offensive"* nous expliquait-on *"les jours à venir seront décisifs"*. Une intense activité mobilisait les militants du front à Mahbes, Mehrizz Tifariti. Au camp de Nasr, proche d'Amgalla, l'assemblée générale débattait de l'attitude à avoir face à l'offensive attendue des forces marocaines. Depuis toutes les agglomérations, tous les camps ont été évacués, y compris Mahbes.

"Tant que la moitié de nos"



tentes, il y a un mois se sont installées des dizaines de khaimas de ceux qui avaient du fuir les bombardements.

La brutale offensive des troupes marocaines n'a pas pris le POLISARIO à l'improviste. Lorsque nous étions au Sahara nous avons vu des

combattants étaient occupés à protéger le repli de la population civile, la lutte était inégale... D'ici à un mois, la situation militaire changera du tout au tout... Toutes les pistes sont minées. Au Maroc, nous avons déjà envoyé des commandos à M'sied, Abetih, Fom Lahcen.

GUÉRILLA AU SAHARA

Les combattants du Front s'infiltrèrent derrière les lignes marocaines et mauritaniennes, harcèlent les unités isolées, organisent des sabotages. Le peuple sahraoui chassé de sa terre par les troupes royales, se prépare pour une guérilla de longue durée.

Les troupes marocaines peuvent occuper Mahbes, tant qu'un Sahraoui sera vivant il combattra, il affirmera que la terre sahraouie appartient à son peuple et non au roi du Maroc. Dans tous les camps, cette détermination permettait à tous, femmes et vieillards et enfants de sur-

monter la faim, le dénuement. C'est elle, qui a permis au Front de déterminer une nouvelle tactique. C'est elle qui poussera au combat dans les prochains jours, les prochaines semaines, les prochains mois tous les hommes et toutes les femmes.

G. CARRAT

APRÈS LA MANIFESTATION A DJIBOUTI

LOYODA : ENCORE UNE FOIS, QUI A TUÉ ?

Le 10 février, dans un article intitulé : *"questions sur la fusillade de Loyoda"*, nous demandions : *"Le lieutenant Prouteau, qui a assassiné Nadine ?"*, après avoir relevé les contradictions troublantes dans les différentes versions données de cette affaire par le gouvernement français.

A l'époque, la dernière version en date était que les Somaliens auraient tiré sur le car depuis leur côté de la frontière. Aujourd'hui, les informations parvenues de Djibouti indiquent :

1°) Que les impacts de balles ayant touché le car sont tous du côté français : les Somaliens n'ont donc pas tiré sur le car. D'ailleurs, le calibre de la balle qui a tué la petite fille ne correspond à celui d'aucune des armes volées aux Somaliens.

2°) Que, selon les expertises balistiques, la balle qui a tué

une des petites filles avait au préalable traversé une matière dure : elle avait donc été tirée de l'extérieur. La première version des autorités françaises, selon laquelle un membre du commando aurait déchargé son arme sur les enfants de l'intérieur du car, est donc aussi définitivement écartée.

Des balles qui ne venaient pas du côté somalien, qui n'ont pas été tirées de l'intérieur du car, ont tué deux enfants, en ont blessé quatre autres. Certes, le calibre de la balle qui a tué Nadine ne correspond pas à celui des armes normalement utilisées par les "tireurs d'élite" de la gendarmerie. Reste à savoir : de quelles armes disposaient-ils ce jour-là ? De quelles armes disposaient les troupes de la légion qui se trouvaient du même côté du car ?

Nous repons ici notre question : qui a tué ?

COMMENT VA S'ORIENTER LA L.P.A.I.

De plus en plus, la question posée à propos de Djibouti est celle des choix politiques faits par la bourgeoisie française, et des erreurs qu'ils peuvent représenter, en fonction même de ses propres intérêts. Après les déclarations de Messmer, estimant que *"Ali Aref n'est pas reconnu par l'ensemble de la population comme le chef de gouvernement qui convient pour aller à l'indépendance"*, Hassan Gouled, président de la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance, nous déclarait avant-hier : *"M. Messmer a un objectif plus avancé pour le dialogue entre la France et la LPAI"*. Le même jour, il répondait à une question sur le mot d'ordre *"sans retrait des troupes françaises, pas d'indépendance véritable"*, avancé à la manifestation de masse : *"Je regrette cette pancarte, ce n'est pas un slogan de la Ligue"*.

Déclaration contradictoire avec celle que nous faisons, quelques jours auparavant,

un responsable de cette organisation de passage à Paris. Il pourrait apparaître ainsi, pour le colonialisme français, un espoir de maintenir, avec une indépendance sous le contrôle de la Ligue, ce qui constitue pour lui l'essentiel : la base militaire. Un certain nombre d'hommes politiques, comme Messmer, commencent ouvertement à prôner cette voie. Stirn, de son côté, reste intransigeant (mais ne l'était-il pas voici quelques mois contre toute forme d'indépendance ?), et vient encore de réaffirmer son soutien à Aref, autour de qui, d'après lui, doit se réaliser *"l'union nationale"*.

Quoi qu'il en soit, cette manœuvre elle-même aurait, elle aussi, peu de chances d'aboutir : le retrait des troupes d'occupation est une exigence trop massive du peuple pour que la LPAI puisse se permettre d'abandonner cet objectif sans perdre immédiatement toute crédibilité.

Le quotidien du peuple

Angola : le MPLA avance dans le sud

La radio de Luanda a annoncé que Moçamedes, le dernier port au sud de l'Angola, a été occupé par les forces du MPLA, qui ont également occupé de Sa Da Bandeira. Au nord du pays, les forces du FNLA, appuyées par des mercenaires britanniques, se replieraient de Sao Salvador, la dernière ville d'une certaine importance qu'elles occupaient. Apparemment, les forces du FNLA et de l'UNITA sont incapables de contenir les troupes solidement armées du MPLA, encadrées par 11.000 soldats cubains.

A 25 kms de la frontière avec la Namibie, en territoire angolais, les troupes sud africaines se regroupent pour défendre le barrage de Cunene, qui fournit de l'électricité à l'Afrique du sud. Déjà battue à plusieurs reprises, en Angola, l'Afrique du sud n'a pas renoncé à imposer sa présence dans le sud de l'Angola. Preuve supplémentaire s'il en fallait que le régime raciste de Prétoria, est une menace perpétuelle contre tous les pays d'Afrique Australe.

Les USA pour une intégration européenne

L'ambassadeur américain à Paris, Rush déclare : *"Dans l'optique de nos propres intérêts nationaux, nous envisageons favorablement la perspective d'une intégration européenne"*. Une telle prise de position indique que les conditions dans lesquelles peut se réaliser l'unité européenne donne des garanties suffisantes de maintien des liens atlantiques, de soumission au leadership américain.

Après avoir un moment hésité devant les manifestations d'indépendance à leur égard qui se manifestaient au sein de l'Europe, notamment de la part de la France, ils semblent avoir tout lieu d'être rassurés aujourd'hui. Par ailleurs, Rush déclare *"nous continuons à placer en tête des priorités la défense européenne... La contribution américaine... ne peut être que proportionnée aux efforts des Européens eux-mêmes"*. En d'autres termes, les États Unis veulent faire supporter aux pays européens une part plus importante des frais de l'OTAN, qui comprennent notamment l'entretien des forces US en Europe.

La Chine prévoit les tremblements de terre

En deux ans, de 1970 à 1972, la République de Chine a connu trente et un tremblements de terre importants qui devaient se produire sur son territoire. Sur l'ensemble de ces prévisions, dix-huit ont été exactes, sept douteuses et six fausses. Pour prévoir les séismes, le peuple chinois, qui a eu gravement à en souffrir dans son histoire, se mobilise largement, utilisant aussi bien les méthodes scientifiques modernes que les observations empiriques héritées de la tradition populaire, telles que les réactions de certains animaux. Cent mille chinois sont mobilisés dans tout le pays pour résoudre ce problème et des milliers de vies humaines ont pu être sauvées ainsi en évacuant à temps les maisons des régions où les secours n'ont pu être prévus. Nous y reviendrons demain.

Meeting en commémoration du 40^e anniversaire de la victoire du Front Populaire en Espagne

Vendredi 13 février à la Mutualité (M^o Maubert-Mutualité) organisé par : FRAP et CUSPE soutenu par des nombreuses organisations du Tiers-monde
Préront la parole : Ismael Valero, Doctor Fuentehita, Julia Granados, Maître Dechezelles, Letourneur, Antonio Remis, etc...

Vendredi 13 février - 20 h 30
Centre Œcuménique - 39 rue Courteline
Villeurbanne

MEETING DE SOUTIEN

des étudiants et lycéens tunisiens en butte à la répression du régime de Bourguiba, organisé par la section provisoire de Lyon de l'Union Générale des Étudiants Tunisiens